



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

retraites complémentaires

Question écrite n° 41367

Texte de la question

M. Eric Doligé attire l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur le financement par l'Etat des cotisations de retraite des personnes en préretraite FNE. Contrairement à son engagement, l'Etat ne finance plus les points de retraite des régimes AGIRC et ARRCO. Ce grave manquement a mis les retraités actuels dans une situation douloureuse. Ces derniers se retrouvent ainsi lésés par l'allègement de leur retraite et les futurs retraités s'inquiètent quant à la validation de leurs trimestres de préretraite. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir faire respecter les obligations contractuelles de l'Etat.

Texte de la réponse

Un litige existait depuis 1984 entre l'Etat et les partenaires sociaux. Il a conduit ces derniers à suspendre, à partir de 1996, les points de retraite complémentaire ARRCO et AGIRC attribués au titre des périodes de chômage solidarité et de pré-retraite. Cette situation est particulièrement douloureuse pour des personnes ayant été affectées par la perte d'un emploi pendant leur carrière professionnelle. Aussi, le Gouvernement s'est-il attaché à trouver une solution à ce conflit. Dès 1997, un rapport a été demandé à un magistrat de la Cour des comptes. Sur la base de ce rapport, un dialogue fructueux s'est engagé avec les partenaires sociaux. Il a abouti à un accord, signé le 23 mars dernier, entre l'Etat, d'une part, et l'ARRCO et l'AGIRC, d'autre part. Il prévoit un règlement global de la question et permet aux retraités ayant connu des périodes de chômage, solidarité ou de préretraite de bénéficier de leurs droits à retraite complémentaire. Les régimes de retraite complémentaire ARRCO et AGIRC se sont engagés à verser les régularisations dans les meilleurs délais. Ainsi, grâce à la qualité du dialogue engagé avec les partenaires sociaux, un problème en suspens depuis seize ans a pu enfin trouver une solution satisfaisante.

Données clés

Auteur : [M. Éric Doligé](#)

Circonscription : Loiret (2^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 41367

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 février 2000, page 798

Réponse publiée le : 24 avril 2000, page 2604